

L'ordre des ingénieurs et architectes du Liban s'est mobilisé dès le lendemain de la catastrophe du 4 août 2020 pour engager les premières actions d'urgence afin de recenser les dégâts de l'explosion et cartographier les immeubles touchés d'une part et de préfigurer une stratégie de requalification et de développement urbain du port et des quartiers environnants d'autre part.

Sous la houlette de son Président, Jad Tabet, l'ordre des ingénieurs et architectes a organisé le samedi 10 et dimanche 11 avril un webinaire regroupant de nombreux experts : ingénieurs, architectes, urbanistes, universitaires et chercheurs pour définir les bases de « la déclaration urbaine de Beyrouth »

Lors de ces deux journées de rencontres et de débats différents thèmes ont été abordés et plus particulièrement la préservation du patrimoine urbain et la vie de quartier, l'habitat, la mobilité urbaine et la culture.

Pour la clôture du séminaire une table ronde portant sur « les perspectives de reconstruction des quartiers affectés par l'explosion du 4 août » a été animée par Ariella Masboungi Architecte urbaniste, Grand prix de l'urbanisme 2016 avec la participation de M. Emmanuel de Lanversin, Directeur Adjoint au Directeur de la DHUP du Ministère Français de la Transition Ecologique, Mr. Habib Debs et Mr. Bachir Moujaes, Architectes urbanistes.

Lien : <https://t.co/MFDRxTfil7?amp=1>

A Beyrouth, tricoter la ville pour mieux faire la ville

Se comparer à Barcelone peut offrir aux libanais un peu d'espoir. En effet, comme Beyrouth, Barcelone a cumulé de nombreux handicaps. Ville en difficulté, désavantagée par le pouvoir franquiste, elle a fait l'objet d'une mobilisation du milieu intellectuel et des professionnels de l'architecture et de l'urbanisme, pour penser son avenir et construire

une stratégie agile susceptible de recomposer la ville quand les conditions le permettraient, d'abord la recomposition de tous les espaces publics, mais aussi la création de nouvelles centralités en lien avec la mobilité notamment. Cette stratégie a été mise en œuvre au retour de la démocratie et l'élection d'un maire exceptionnel, Pasqual Maragall. Ainsi à Beyrouth, qu'on peut aussi qualifier ville d'intellectuels, soumise à des coups de boutoir majeurs dont l'explosion de l'été 2020, militants, associations, ONG et autres acteurs, ont agi pour réparer la ville et agir en termes de solidarité. Les universités, chercheurs et professionnels, coordonnés par l'Ordre des ingénieurs et des architectes, ont offert, quant à eux, leurs contributions à la manière de mieux refaire la ville de Beyrouth. Et ils sont prêts à agir le jour où la situation le permettra au plan politique, mais ils préparent aussi des modes d'action dans la situation critique où se trouvent la ville et le pays.

Il est à noter, pour être optimiste, que les catastrophes ont souvent été le levier des recompositions urbaines qui sont source de renouveau économique et social, comme ce fut le cas à Bilbao, Gênes, Birmingham, etc. Car elles suscitent le désir de réparer la catastrophe et offrent l'énergie pour le faire. Beyrouth est, de plus, une ville aimée dans le monde malgré son désordre urbain et une forme de laideur à laquelle résiste la magie de son site et l'allant de ses habitants. Ainsi est-elle l'objet d'attentions, par exemple de la France comme en témoigne Emmanuel de Lanversin, qui conduit au nom de l'administration française, un partenariat avec les efforts des libanais pour recomposer leur territoire dévasté.

Il serait intéressant, concernant Beyrouth de s'interroger sur la vision que pourrait défendre Beyrouth quant à son réaménagement, au regard d'une évolution de ce qu'on peut considérer comme patrimoine incluant les modes de vie, la culture quotidienne, sans oublier les tracés, le parcellaire, le vélum urbain, l'horizon, le paysage et qui dépasse l'objet architectural qui polarise souvent l'attention au détriment des autres notions. Le lien entre ce patrimoine et la vitalité sociale et économique semble patent car c'est toujours dans les lieux patrimoniaux qu'artistes et créatifs s'installent et entraînent la revalorisation des lieux source

d'attractivité, mais aussi – si l'on n'y prend pas garde – de gentrification.

Il s'agit pour cela d'échapper à deux écueils majeurs, l'un étant l'abandon traditionnel à Beyrouth de la ville à la spéculation, l'autre étant la tentation des au projets « clés en mains » sur des périmètres précis, qui seraient délégués à des acteurs privés, faisant des propositions qui confisqueraient la démarche en cours pour fabriquer des morceaux de ville, étrangers à l'identité urbaine.

Il s'agit à l'inverse d'aller vers des démarches ouvertes, inclusives, patientes, tricotant la ville, donnant la priorité aux liens entre hommes, fonctions et espaces. Et toutes les études et projets proposés par les universités et les professionnels vont dans ce sens.

Il s'agit à présent de dégager des pistes d'avenir qui relient les thèmes entre eux, mobilité, solidarité, patrimoine, continuité des espaces publics, pour donner des guides d'action, pour aller vers « l'urbanisme du possible », proposé par Bachir Moujaes, architecte-urbaniste qui mène avec ses étudiants de l'ALBA des études sur l'urbanisme tactique, éphémère, qui serait une source de rencontres, d'échanges et d'anticipation de la ville de demain. Il s'agit d'échapper à la planification statique. A son sens l'urgence est prioritaire et amène à réfléchir à cet urbanisme du possible qui commence au palier de chez soi, aux parties communes pour aller vers l'espace public et la ville marchable. Commencer par les besoins des habitants et les initiatives qui révèlent les attentes sociales et les capacités d'action de la société civile semble à son sens la marche à suivre.

Un point de vue cohérent avec celui de Bachir Moujaes est proposé par Habib Debs, ingénieur, architecte et urbaniste. Ce dernier constate la manière dont la zone touchée revit, les cafés, les souks bio, .. et insiste sur le fait que nombre de choses peuvent venir du bottom up, comme le montre l'action des ONG ou de « Beyrouth initiative » pour « reticoter la ville. Mais pour lui il faut également défendre l'importance du top down, la mobilisation nécessaire des autorités locales et nationales, en portant une vision de l'avenir de la ville et des modes d'intervention qui échapperaient au clés en main.

Mais comment agir dans un contexte peu propice car il n'y a pas d'action urbaine sans portage politique et celui-ci fait défaut au Liban

bien entendu ? Comment préparer l'avenir ? Comment prendre appui sur la spécificité d'action au Liban ? Il est essentiel de défendre une planification stratégique, avec les acteurs tels qu'ils sont, en dépassant le quoi faire pour s'interroger sur le comment faire, avec qui et dans quelles temporalités. Faut-il changer de méthode et de braquet ? Avec qui et comment ?

L'interpellation de la journaliste Fifi Aboudib (l'orient- le jour) est intéressante à cet égard. Pour « tenter de faire une ville heureuse pour les jeunes », qui est son credo, elle pense qu'il faut « prendre appui sur l'incroyable énergie des beyrouthins qui a cru avec la pandémie »

Protéger le patrimoine en appui sur les études déjà menées avec l'IAU comme le « plan vert » mais aussi toutes les études actuelles menées par professionnels et universités, s'impose selon Habib Debs. Mais aussi développer une approche stratégique en faisant un plan des opportunités et des projets structurants pour orienter les investissements sur ces derniers. Les modes de réalisation seraient à faire évoluer comme les transferts de constructibilité par exemple entre Mar Mikhael et Gemmayzé, (qui, si l'on appliquait les règles actuelles, seraient défigurés par des constructions hautes qui tueraient la poule aux œufs d'or) encore inconnus à ce jour à Beyrouth.

Pour Bachir Moujaes, il est essentiel de Construire une vision fondée sur la recomposition de l'espace public établissant du lien entre les espaces, profitant des opportunités, en jouant une forme d'acupuncture urbaine dont la mise en œuvre procéderait par étapes dont les deux premières sont immédiates, selon le plan qu'il a élaboré avec d'autres professionnels et universitaire. Il est essentiel de converger vers des actions communes. A son sens, les ONG seraient prêtes à financer des actions et il s'agirait d'orienter ces financements sur ce qui est prioritaire, en appui sur « les opportunités dormantes »

Ainsi, contrairement au développement urbanistique de la ville, entre laisser-faire, spéculation et main-mise d'un opérateur privé sur le centre-ville, s'inventerait un urbanisme donnant la primauté au « tricotage urbain » qui est l'inverse des processus connus au Liban qui signeraient la mort du patrimoine au sens large du terme.

Il s'agit à présent de prendre appui sur le travail considérable mené par les universités, les professionnels et les acteurs divers pour préparer l'avenir en jouant l'articulation entre le temporaire et le pérenne, l'immédiat et le long terme et surtout le lien entre tous les sujets en prise sur les attentes et les initiatives sociales.

Ariella Masboungi